



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n°UBDEO/ERC/24/47

Société FM - TSN à Bernay

Le préfet de l'Eure

- VU** le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 du Président de la République nommant Monsieur Simon BABRE, préfet de l'Eure,
- VU** le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-05 du 4 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 autorisant la société de traitements de surfaces de Normandie à exploiter un établissement de revêtement plastique sur pièces métalliques à Bernay ;
- VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant site soumis à autorisation n° D - 15- E3- 521 en date du 29 Mai 2015 dont la nouvelle dénomination est Société FM-TSN sur la commune de Bernay ;
- VU** le porter-à-connaissance du 3 février 2021 ;
- VU** le rapport du 17 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 15 mai 2024 à la connaissance de la société FM-TSN et les observations formulées en retour par courriel du 30 mai 2024,

CONSIDÉRANT que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une évaluation environnementale au regard du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des différents éléments d'appréciation transmis, la modification sollicitée ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement prévoient que le Préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement rend nécessaire ou atténuer les prescriptions primitives de l'arrêté d'autorisation dont le maintien n'est plus justifié ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La société FM-TSN dont le siège social est situé Zone Industrielle RN 138 – 27300 Bernay, est autorisée à exploiter à cette même adresse, un établissement dont les activités sont spécialisées dans le revêtement plastique sur pièces métalliques. Elle est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : Conformité au dossier

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, l'installation et ses annexes sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les règlements en vigueur.

TITRE 2 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTE PRÉFECTORAL DU 15 OCTOBRE 2004

ARTICLE 3 : L'article 1.1. « Installations régularisées et autorisées » de l'arrêté préfectorale du 15 octobre 2004 est remplacé par l'article suivant :

Les principales installations sont les suivantes :

> Traitement de surfaces

Nom du traitement	Type de traitement	Volume des bains concentrés (m ³)
Chaîne TS	Dégraissage/ phosphatation	29,6
Chaîne « Lincoln »	Dégraissage/ phosphatation/	6,9

	passivation	
Chaîne « ELM »	Dégraissage/ phosphatation/ passivation	9
Chaîne « Carrier »	Dégraissage/ phosphatation/ passivation	8,2
« Dégraissage bétonnière »	Dégraissage/ phosphatation	0,05

> 2 chaînes de revêtement plastique par poudrage électrostatique avec four de cuisson et 3 cabines de poudrage manuel avec four de cuisson (four 6M et 2 fours 8M)

> Four de traitement thermique

ARTICLE 4 : L'article 1.2. « Liste des installations » de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 est remplacé par l'article suivant :

Les activités de l'établissement sont soumises à autorisation préfectorale et relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Capacité autorisée
3260	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées est supérieur à 30 m ³		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	53,75 m ³
2566-1A	A	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique		Quantité utilisée	4500 L
2940-3a	E	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc, sur support quelconque ; lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques		Quantité utilisée	7 75 kg/j
2940-2b	DC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc, sur support quelconque ; lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé »		Quantité utilisée	18,7 kg/j
2575	D	Abrasives	Une grenailluse et deux sableuses	Puissance autorisée	165 kW
2910-A	D	Combustion		Puissance autorisée	2145 kW

*A (Autorisation) E (Enregistrement) D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 5 : L'article 3.1.8.3.1. « Traitement autonome » de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 est remplacé par l'article suivant :

Les eaux résiduaires comprennent : les effluents de rinçage, les bains de traitement usés et les eaux de lavage des sols. La chaîne de traitement de surface au trempé dénommée « TS » est équipée d'un dispositif de déshuilage au niveau des bains de dégraissage, afin de réduire la teneur en DCO des effluents de rinçage correspondants.

Le rejet d'eaux résiduaires en sortie de station d'épuration physico-chimique doit respecter les caractéristiques suivantes, qui se substituent aux normes de rejet édictées à l'article 3.1.7.c page 7 des prescriptions particulières de l'arrêté préfectoral du 6 juin 1996.

- débit < 3,9 m³/h et 62 m³/j
- pH compris entre 6,5 et 9
- température <30C

Paramètre	Concentration maximale	Flux maximal
MES	30,0 mg/l	1,86 kg/j
DCO	150 mg/l	9,3 kg/j
CrIII	1,5 mg/l	0,093 kg/j
Fe	5,0 mg/l	0,31 kg/j
Al	5,0 mg/l	0,31 kg/j
Zn	3,0 mg/l	0,186 kg/j
Ni	2,0 mg/l	0,124 kg/j
Nitrites	1,0 mg/l	0,062 kg/j
P	10,0 mg/l	0,62 kg/j
F	15,0 mg/l	0,93 kg/j
Hydrocarbures totaux	5,0 mg/l	0,31 kg/j
AOX	5,0 mg/l	0,31 kg/j

ARTICLE 6 :L'article 3.1.9.2. « Suivi » de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 est remplacé par l'article suivant :

Les paramètres suivants doivent être mesurés suivant la périodicité fixée ci-après :

- débit, pH : contrôle en continu avec enregistrement pour le pH
- Cr III, Fe : journalier
- Paramètres définis à l'article 5 : tous les trimestres

Au moins une fois par an, ces mesures devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'exploitant de l'établissement assurera, à l'organisme retenu, le libre accès aux émissaires concernés, sous réserve du strict respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement, et lui apportera toute aide nécessaire à la réalisation des prélèvements ou analyses.

ARTICLE 7 : L'article 4.17 « Clôture – Gardiennage » de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 est remplacé par l'article suivant :

L'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, afin d'en interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.

TITRE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du code de l'environnement :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au

premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 9 – Publicité et exécution

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
Copie dudit arrêté est également adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Bernay
- Monsieur le chef de l'unité bidépartementale Eure-Orne de la DREAL.

Évreux, le - 2 AOUT 2024

Pour le préfet
et par délégation
Le secrétaire général

Alaric MALVES